

Mines Ltd. en vue de déterminer la nature d'une aide fédérale possible à la société. Il ne serait donc pas dans l'intérêt public de publier les documents en question. Dans les circonstances, j'ose espérer que le député voudra retirer sa motion.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, à mon avis, l'intérêt public exige qu'on mette la motion aux voix.

M. l'Orateur: Est-ce le bon plaisir de la Chambre que la motion soit mise aux voix?

L'hon. M. MacEachen: A reporter à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Reportée à l'ordre du jour.

[Français]

M. Jerome: Monsieur l'Orateur, je demande que les autres avis de motions soient réservés.

[Traduction]

M. l'Orateur: Faut-il réserver les autres avis de motions?

Des voix: D'accord.

QUESTIONS ORALES

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES RUMEURS DE RETRAITS DU COMMONWEALTH—LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE—LA POLITIQUE DU CANADA

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au premier ministre suppléant par suite des graves déclarations que le premier ministre aurait faites à Singapour. D'après les rapports, il aurait dit que, si un certain nombre d'autres pays quittaient le Commonwealth, le Canada ferait peut-être de même pour témoigner de sa pureté. Le premier ministre suppléant nous dirait-il si le Canada a pour politique d'abandonner le Commonwealth dans le cas de la réduction du nombre des membres de cette organisation et, si oui, combien de départs seraient requis pour amener notre pays à agir dans ce sens?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, il est bien dans l'intention du gouvernement, et certainement ces dernières semaines dans celle du premier ministre, de renforcer l'unité du Commonwealth.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, la Chambre et le pays peuvent-ils recevoir du gouvernement l'assurance que le Canada ne se retirera pas d'organisations qu'il a utilement servies sur une simple décision du premier ministre mais seulement après que le Parlement en aura débattu?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, j'espère bien, et je suis sûr que les députés sont d'accord avec moi, qu'en l'occurrence, il ne sera pas question de se retirer du

[M. Buchanan.]

Commonwealth mais, comme l'a dit le premier ministre, si le Commonwealth devait s'effondrer, je ne pense pas que le député proposerait d'y demeurer.

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, j'aurais espéré que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'abstienne de facéties quand il s'agit de questions de ce genre. Voudrait-il répudier une fois pour toutes les inepties d'une maladresse achevée qu'aurait, dit-on, proférées à cet égard le premier ministre, ou serait-ce une nouvelle étape dans la détérioration de nos relations au sein du Commonwealth?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, les inepties les plus maladroites que j'aie lues hier étaient celles qu'a prononcées le très honorable représentant de Prince Albert.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je demande maintenant que le premier ministre suppléant répudie cette effroyable déclaration selon laquelle le gouvernement agirait sans égard à la volonté du peuple canadien pour mettre fin au Commonwealth.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

LA PÉNÉTRATION NAVALE RUSSE DANS L'OcéAN INDIEN

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant. Le gouvernement est-il d'avis, pour fixer sa politique concernant la fourniture d'armes navales à l'Afrique du Sud par le Royaume-Uni, que la pénétration navale soviétique dans l'océan Indien n'a pas, ou presque pas, de conséquences pour l'équilibre politique et militaire du monde?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Le député pose sa question d'une façon générale. Il invite le premier ministre suppléant ou le porte-parole du gouvernement à exprimer un avis. Je doute qu'ainsi formulée la question soit recevable. Le député voudra peut-être la reformuler.

M. Nesbitt: Monsieur l'Orateur, je regrette que ma question semble vague. Elle me semblait directe. Je la reprends donc. Le gouvernement est-il d'avis que la pénétration militaire des Soviétiques dans l'océan Indien soit sans conséquence pour l'équilibre politique et militaire du monde?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr de saisir la portée de la question.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Sharp: L'honorable représentant insinue-t-il que nous ne devrions pas respecter la résolution du Conseil de sécurité sur l'approvisionnement d'armes à l'Afrique du Sud?

Une voix: Répondez à la question.

M. l'Orateur: A l'ordre!